

6 décembre 2010 :

Perturbons leur sommet!

Le 6 décembre, le gouvernement du Québec convoque une consultation bidon sur l'Éducation. La classe possédante et ses ami-e-s qui contrôlent l'appareil d'État veulent augmenter les frais de scolarité et brancher encore davantage les cégeps et universités sur les besoins de l'économie capitaliste. Non seulement étudier va-t-il nous coûter pas mal plus cher (faudra encore s'endetter!), mais en plus l'éducation dispensée visera surtout à mobiliser nos cerveaux pour engraisser le capital. Piller les poches des étudiantes et des étudiants, mais aussi enrégimenter leur intelligence pour aider les faiseurs d'argent : peut-on encore parler d'éducation devant pareille aliénation?

Les capitalistes et leurs laquais politiques comme Lucien Bouchard aiment bien dire que l'éducation « est une priorité » du gouvernement. Pourquoi? De quelle éducation parle-t-on? Il faut revenir un peu en arrière : le système économique dans lequel nous vivons, le capitalisme, exploite depuis des siècles le travail manuel et physique des travailleurs et des travailleuses. Nouveauté : dans les dernières décennies, les capitalistes ont trouvé une nouvelle manière de faire de l'argent : la spéculation en bourse. C'est ce qu'on appelle « économie financière » ou « capital financier ».

Ce genre d'économie-casino roule en pariant sur la valeur qu'aura une chose dans le futur. Cela peut être une maison, mais cela peut aussi être la dette de la personne qui possède cette maison. Les banques se vendent mutuellement nos dettes en spéculant sur leur valeur future. C'est ce qui a mené tout droit à la dernière crise financière. On peut aussi spéculer avec la dette d'un

étudiant ou d'une étudiante. On commence à voir l'intérêt d'augmenter les frais de scolarité et de nous endetter...

Mais cela a aussi un autre effet : quand on paie pour aller à l'école, on se comporte en client, et on a tendance à traiter la connaissance qu'on apprend comme un produit commercial, une marchandise. C'est exactement ce que les capitalistes veulent faire : non seulement faire de l'argent avec les dettes étudiantes, mais faire de l'argent avec les idées elles-mêmes.

Les idées peuvent elles aussi faire l'objet de spéculation en bourse. Mais pour cela, les corporations capitalistes doivent se les approprier au moyen de brevets de « propriété intellectuelle » et du secret industriel. Avant, la connaissance était vue comme un bien public à partager : aujourd'hui, on cherche à en limiter l'accès et à la rendre payante.

Les capitalistes veulent faire de l'argent en vendant des idées, mais développer des brevets en santé, technologie, gadgets et autres coûte cher. C'est pourquoi on veut soustraire la recherche-développement (R&D) aux écoles, transformées en laboratoire de recherche commercialisable. Les étudiant-es et les profs deviennent le cheap labour de l'entreprenariat intellectuel. C'est ce qu'on appelle « l'économie du savoir ». Pour relancer un capitalisme en crise, quoi de mieux que de miser sur l'exploitation du travail intellectuel, d'autant plus que les jobs productives ont toutes déjà été à peu près délocalisées au tiers-monde, où l'on exploite la main d'œuvre à moins de 2\$ par jour.

En Occident, les corporations capitalistes misent sur les diplômé-e-s pour concevoir de nouvelles « innovations » vendables qui leur permettront de damer le pion à leurs concurrentes.

Quoi de mieux, dans ce cas-là, que de mettre les étudiantes, les étudiants et les universités en compétition pour les bourses, les budgets, les emplois?

Plutôt que d'éduquer et cultiver des gens pour les rendre autonomes et libres, capables de comprendre leur monde, de le changer ou d'en prendre soin, l'éducation capitaliste fait de l'école une caserne pour former les soldats de la guerre économique de tous contre tous qu'est le capitalisme globalisé. Nous ne sommes pas des robots, et l'éducation ne doit pas servir à produire des marchandises et technologies qui servent à nourrir le capital. Le 6 décembre, faisons savoir aux politiciens, aux politiciennes et aux capitalistes que nos vies valent mieux que d'être enrégimentées au service de l'entreprise et de l'argent : payons-leur une petite journée libre et gratuite sur les bancs d'école de la révolte.



« J'hais les féministes! »

Réuni-e-s aujourd'hui pour nous opposer au dégel et pour revendiquer la gratuité scolaire, nous rappelons-nous du 6 décembre 1989? La tuerie de l'École polytechnique, qui avait emporté quatorze jeunes femmes pour la plupart étudiantes en génie, ramène dans nos esprits et nos cœurs le sens tout particulier que prend pour les femmes la notion « d'accès à l'éducation ». Vingt-et-un ans après cette date, la haine contre les féministes et les pionnières des secteurs non traditionnels demeure bien réelle. L'antiféminisme se porte bien et est soutenu par des hommes qui voudraient bien qu'on reste à la maison.

Trop souvent présentée sous un angle psychologisant du « tireur fou » ou du malade vivant des échecs répétés avec les femmes, la tuerie représentait pourtant bel et bien un acte de haine contre les femmes. En effet, l'auteur du sinistre geste avait hurlé « Vous êtes une gang de féministes. J'hais les féministes », en plus d'avoir laissé une lettre où ses motivations clairement antiféministes étaient exposées. Or, les médias ont largement dépolitisé et détourné l'événement de sa portée antiféministe en peignant le portrait d'un « homme en désarroi » ayant des problèmes liés à son identité masculine.

La commémoration de la tuerie de Polytechnique doit nous rappeler que la haine que peuvent susciter des femmes scolarisées reste d'actualité. Que l'œuvre de l'assassin du 6 décembre 1989 est à la

fois une manifestation et un catalyseur de la montée des antiféminismes, dont certains chantres ont tenté de réhabiliter le tueur en le héroïsant. Que lorsqu'on parle d'accessibilité à l'éducation, nous, les femmes, outre une éducation publique et gratuite, rêvons d'un monde où toutes les possibilités nous serons ouvertes et où nous n'aurons plus à craindre de prendre la voie qui nous plaît par crainte de représailles, de haines, de préjugés, de stéréotypes.

P.S. Si le tueur n'est pas nommé, c'est que ce n'est pas de lui dont on veut se souvenir, mais bien d'elles :

Geneviève Bergeron, 21 ans
Hélène Colgan, 23 ans
Nathalie Croteau, 23 ans
Barbara Daigneault, 22 ans
Anne-Marie Edward, 20 ans
Maud Haviernick, 29 ans
Barbara Klueznick-Widajewicz, 31 ans
Maryse Laganière, 25 ans
Maryse Leclair, 23 ans
Anne-Marie Lemay, 27 ans
Sonia Pelletier, 28 ans
Michèle Richard, 21 ans
Annie Saint-Arneault, 23 ans
Annie Turcotte, 21 ans



Le 6 décembre marque un autre triste anniversaire...

Le 6 décembre 2008, à Athènes, le jeune étudiant anarchiste Alexis Grigoropoulos, 15 ans, était impunément assassiné par balle par la police, suscitant quelques semaines d'émeutes.

De mers en mers, la même colère!

Croire qu'une plus grande démocratie émergera de l'évolution du système capitaliste est illusoire: la vague de protestation mondiale soulevée jusqu'à présent par les mesures d'austérité budgétaires – comme les coupures et la privatisation dans l'éducation et la santé – en est un exemple éloquent. Tout récemment, les polices britannique, irlandaise et italienne ont brutalisé de nombreux étudiants et de nombreuses étudiantes qui manifestaient pacifiquement (par exemple durant un « sit-in » à Londres) en les battant à coups de matraque, en chargeant les foules à cheval ou en envoyant leurs chiens. Le fait d'avoir élu un gouvernement dit « de gauche » - comme Zapatero en Espagne, Sócrates au Portugal ou Papandréou en Grèce - ou un gouvernement de droite n'y change rien, sauf la couleur.

Un processus de changement est enclenché dans lequel les travailleurs et travailleuses et les moins nanti-e-s auront tout à perdre : nos

gouvernements exproprient ces derniers et dernières de leur droit chèrement acquis d'avoir une certaine influence quant aux décisions politiques qui les concernent. La croissance du néolibéralisme est étroitement liée aux crises économiques des années 1980 au cours desquelles les États se sont mis à renflouer les banques et à faire de la Haute Finance une autorité suprême. Ces enjeux demeurent reliés de près à la crise actuelle.

En réaction à ces reculs sociaux, on voit de jour en jour les résistances se mondialiser et se radicaliser. Au Chiapas, dans le sud-est mexicain, des communautés entières se sont organisées depuis bientôt dix-sept ans avec l'EZLN pour développer et défendre une zone autonome de l'État mexicain, non-assujettie aux volontés du système capitaliste. En Ukraine, des anarchistes de la Confédération Révolutionnaire des Anarcho-syndicalistes et des étudiantes et des étudiants solidaires ont organisé des

actions et des piquets dans sept villes le 9 novembre dernier pour dénoncer la marchandisation de l'éducation. En Italie, les coupures dans les universités suscitent un énorme mouvement de protestation qui génère des grèves, des centaines d'occupation d'écoles et des blocages de ponts, de gares, d'aéroports et même de la Tour de Pise. En s'affranchissant des structures hiérarchiques de pouvoir, ces mouvements émergents donnent une voix à ceux et celles qui l'ont perdue dans la mondialisation et permettent d'organiser l'action collective directe. Grèves générales, piquets volants, occupations, barricades, récupérations autogestionnaires d'entreprises, etc. : le répertoire est donné pour un mouvement combatif qui permettra à la société civile transnationale de vaincre les usurpateurs du pouvoir qui s'évertuent à vouloir socialiser les pertes et privatiser les profits. La seule vraie sortie de crise possible, c'est la sortie du système capitaliste – exproprions les expropriateurs!